



Extrait du Le Journal des Alternatives

<http://journal.alternatives.ca/spip.php?article8294>

Une conférence de presse convoquée d'urgence mais
ignorée

Les Kurdes sacrifiés dans un Moyen-Orient surarmé

- Journal des Alternatives - Publications - Articles et analyses - Articles de l'extérieur -



Vendredi matin le 19 mai, des militants pour la paix se sont regroupés au Centre Saint-Pierre de Montréal afin de dénoncer l'intensification de la répression politique en Turquie coupable d'emprisonnement de plusieurs députés, maires et mairesses d'opposition, ainsi que l'intervention militaire du gouvernement turc en Syrie contre des communautés kurdes, déjà fragilisées par les attaques djihadistes de l'Armée islamiste.

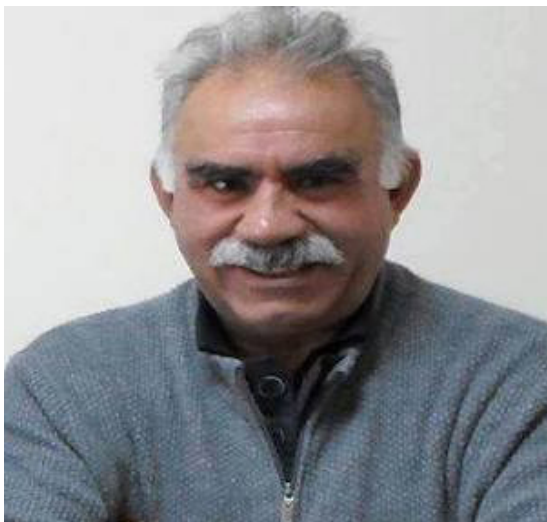
DIMITRI ROUSSOPOULOS ARBITRE AU CENTRE SOUS LES REGARDS ATTENTIFS ET APPROBATEURS DE **CAROLE POIRIER** (PQ) ET D'**HÉLÈNE LAVERDIÈRE** (NPD) À SA DROITE. **DILAN DAMLA** (CONGRÈS KURDE) EXPRIME LA DÉTRESSE KURDE AU MICRO À DROITE. ABSENT SUR LA PHOTO MAIS TRÈS PRÉSENT DANS LA RENCONTRE, **AMIR KHADIR** DE QUÉBEC SOLIDAIRE CÔTOIE 2 REPRÉSENTANTS DE LA COMMUNAUTÉ ARMÉNIENNE VENUS APPUYER LES KURDES.



Une vidéo d'Évelyne Abitbol rend heureusement compte de cette conférence de presse, puisqu'elle a été boycottée par tous les médias officiels, y compris Radio-Canada et Le Devoir : [visionnez en cliquant ici](#).

Dilan Damla, co-présidente de la Fédération Kurde du Canada, Hélène Laverdière, porte-parole des Affaires étrangères pour le NPD, Carole Poirier, députée d'Hochelaga-Maisonneuve pour le Parti Québécois se sont pourtant déplacées, présentées par Amir Khadir de Québec Solidaire, joint par Apraham Niziblian, porte-parole du Comité national arménien et surtout par Dimitri Roussopoulos, ayant participé avec Nathan McDonnell à deux missions de paix en un an à Diyarbakir et Istanbul, la dernière en février 2017.

Une pétition et une enquête qui s'imposent : à faire connaître !



Le 2 mars dernier, une pétition de soutien aux Kurdes interpellait la Ministre des Affaires extérieures, Chrystia Freeland [1]. Or depuis ces demandes restées sans réponse, se sont accrus l'isolement de tous les prisonniers politiques et celui en particulier du leader populaire kurde, Abdullah Öcalan. Des grèves de la faim sont survenues dans les prisons d'Ozmir Alia a ^akran, Edirne, Sincan, Sirnak, Urfa-Hilwan et Wan, selon un rapport de la Commission sur les prisons de l'Association des Droits de l'Homme (DHD) faisant état de violations croissantes des Droits de l'Homme dans les prisons turques. Une délégation de 50 personnes mène cette enquête dans 72 prisons à travers le pays et rendra compte des violations des droits des prisonniers (rapports à finaliser d'ici juin).

Des dépenses militaires qui s'affolent et tournent à vide

Sourd à toutes nos préoccupations humanistes, le gouvernement libéral canadien accentue ses manoeuvres guerrières, à la veille de la présentation de son premier budget de la Défense. Nous laisse présager le pire un communiqué émis l'après-midi du 16 mai qui nous apprend que la Nouvelle Politique Canadienne de Défense sera dévoilée le 22 mai... à WASHINGTON !!! On pourrait constater avec cynisme que la Dépense (sic) du Canada concerne moins les Canadiens que Donald Trump ! Car le 25 mai à Bruxelles, se réuniront des représentants des pays membres de l'OTAN pour entendre le président américain Donald Trump, flanqué du président turc Recep Tayyip Erdoğan et de la première ministre Theresa May de Grande-Bretagne, les presser d'augmenter dramatiquement leur contribution nationale à l'OTAN [2]. On sait que l'OTAN appelle tous ses membres à consacrer 2% de leur PIB à leurs forces militaires et que pour le Canada, cela reviendrait à engloutir deux fois plus d'argent, c'est-à-dire 40 milliards de \$, entre autres pour des armes offensives tels les Super Hornets de Boeing qui aggraveront le problème du terrorisme plutôt que le résoudre. Et ces 20 milliards de \$ supplémentaires seront soustraits à quels programmes sociaux ???

Revenons au 19 mai, date où Donald Trump a annoncé des ventes d'armes à un montant indécent surpassant de loin les 100 milliards de US\$ pour équiper l'Arabie Saoudite... d'une option militaire face à l'Iran !

Mouvements de paix qui prônent la raison

Et pourtant l'Iran vient de réélire le modéré Hassan Rohani, celui qui avait accepté la proposition d'Obama de ne pas armer son pays d'une arme nucléaire. Grand vainqueur du parti conservateur des gardes révolutionnaires partisans d'attaques contre Israël, il aura maintenant du mal à expliquer aux Ayatollahs pourquoi l'Occident se tourne CONTRE l'Iran, au moment où le pays présente des gages souriants d'ouverture et de paix.

Des contre-offensives des mouvements de paix occidentaux se dessinent heureusement contre ces fanatismes militaristes américain et canadien. D'Ottawa, Steve Staples (Public Response Canada et International Peace Bureau) rassemble des groupes tels Science for Peace, Voix des Femmes, l'Institut Rideau sur les affaires internationales et Conscience Canada pour organiser un blitz médiatique intitulé en anglais « The #No2Percent campaign », en vue d'informer la population des vœux agressifs de l'OTAN contre la paix.

Une résistance pro-paix s'organise aussi partout en Europe, principalement en Belgique, spécifiquement en vue du 25 mai : voir www.stopnato2017.org .

Chez nous au Québec, un mouvement, le Rassemblement Québécois pour la Paix, a vu le jour samedi le 13 mai à Montréal au Centre des travailleuses et travailleurs immigrant-e-s, avec des groupes comme Femmes de Diverses Origines et l'International Women's Alliance, avec Jooned Khan (journaliste retraité de La Presse), Bill Sloan, Malcolm Guy et Dimitri Roussopoulos (quel militant extraordinaire à plus de 80 ans que ce Gréco-Canadien qui fut vice-président des Artistes pour la Paix de 1984 à 1993 ; the Gazette lui a accordé les honneurs de sa première page récemment, en vantant son travail pour préserver le patrimoine architectural du Milton Park). Le groupe a désigné la travailleuse d'origine malaise, Tess Tesalona, co-présidente d'honneur, avec moi-même pour l'aider.

Retour sur la conférence de presse

Le but de la conférence de presse était précisément de changer le regard occidental réductionniste, manichéen et sûr de sa supériorité d'armement [3], en sensibilisant la population au sort des Kurdes souffrants (tout comme les Palestiniens [4]) :

« La Turquie est un allié important du Canada, en particulier en ce qui a trait à la crise des réfugiés syriens. Nous sommes donc très inquiets du harcèlement et de l'emprisonnement de défenseurs des droits humains, de journalistes et d'universitaires critiques du gouvernement Erdoğan, de membres de l'opposition politique et des Kurdes. Ottawa doit immédiatement exprimer ses préoccupations face à la détérioration des droits de la personne en Turquie », a exigé la députée NPD de Laurier-Ste-Marie, Hélène Laverdière (qui incidemment était présente à notre fête des APLP du 7 avril).

La porte-parole du Parti Québécois en matière d'immigration et de communautés culturelles, Carole Poirier, a affirmé : « Nous encourageons les parties à trouver des solutions durables et équitables qui favoriseront le maintien de la paix et de l'État de droit pour toutes les communautés en Turquie. »

Le député Amir Khadir a conclu : « S'il faut laisser la société civile de la Turquie décider de ses propres tactiques

Les Kurdes sacrifiés dans un Moyen-Orient surarmé

pour vaincre le régime Erdoğan, il faut montrer notre solidarité face à la répression. Les gouvernements du Québec et Canada doivent utiliser tous les outils à leur disposition pour dénoncer le recul vers l'autoritarisme et la répression en Turquie »